



Encourager la bonne gouvernance

Les abus des droits de l'homme, la corruption et l'insécurité légale entravent le développement de la paix et de la prospérité dans beaucoup de pays en développement. Les marchés fragiles et les environnements réglementaires instables découragent l'investissement dans le secteur privé et freinent la croissance économique. Il est presque impossible de briser le cercle vicieux de la mauvaise gouvernance et de la pauvreté en l'absence d'un gouvernement réformé et transparent, responsable envers l'électorat et engagé vers le changement. Reconnaissant qu'une aide financière seule n'est pas suffisante, l'UE a placé la gouvernance démocratique au cœur de sa stratégie de développement. Dialogue politique, mesures de prévention de conflits, élections équitables et coopération avec les organisations internationales sont autant de priorités qui pourront garantir l'efficacité de l'aide au développement. Seule la bonne gouvernance peut assurer une juste allocation des fonds en vue d'améliorations durables.

La définition officielle de la bonne gouvernance s'avère très éloignée de la réalité dans bon nombre de nations. La bonne gouvernance présente 8 caractéristiques majeures: «elle repose sur la participation, recherche le consensus, se montre responsable, transparente, réactive, effective et efficace, équitable et inclusive, et respecte l'État de droit». Définie de la sorte, la bonne gouvernance semble un idéal lointain inatteignable. Cependant, qu'elle soit idéaliste ou réaliste, une chose est certaine: la bonne gouvernance est indispensable pour le développement durable.

L'UE se met à l'œuvre pour faire de la notion de gouvernance démocratique une réalité et contribuer de cette manière aux objectifs du Millénaire pour le développement. Selon l'UE, la gouvernance démocratique est un concept qui doit s'appliquer aux sphères sociale, économique, environnementale et politique d'un pays. Dans une approche large, la gouvernance démocratique comprend des problématiques aussi diverses que: le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'accès pour tous à la justice, l'accès aux services sociaux de base, la promotion de la croissance économique et de la cohésion sociale dans un climat favorisant l'investissement privé.

Pour commencer, l'UE veut veiller à ce que la corruption soit réduite au minimum, les vues des minorités prises en compte et les personnes les plus vulnérables de la société entendues lors des prises de décision. La paix n'est pas suffisante pour

L'accès à l'information est crucial pour la Bonne gouvernance et participe de l'augmentation de l'appropriation
Crédit photo: CE/EuropeAid



éradiquer la pauvreté; une gouvernance démocratique efficace est essentielle. Une gestion efficace et équitable des fonds publics se révèle indispensable. Les ressources naturelles telles que le pétrole, les diamants ou l'or sont trop souvent la source de conflits violents. La gouvernance démocratique doit garantir que ces ressources contribuent au bien-être général et à la prospérité du pays. Pour promouvoir la gouvernance dans les pays en développement, les programmes d'aide de la CE se basent sur le dialogue politique *avec* et sur le principe d'appropriation *par* les pays partenaires. L'appropriation et le dialogue sont devenus les pierres angulaires de l'initiative de développement européenne. La bonne gouvernance signifie la **sécurité**, le respect des **libertés fondamentales** et l'accès à

l'**information** ainsi qu'aux **services sociaux** de base. La bonne gouvernance ne peut être imposée de l'extérieur. S'il n'y a aucune **volonté politique** au sein du pays, l'aide extérieure est peu susceptible de donner des résultats. **L'appropriation** des processus de réforme constitue un élément clé dans une stratégie de développement durable. Il faut à tout prix soutenir les processus de démocratisation et la participation des citoyens dans le système démocratique. Les institutions doivent assurer une gestion efficace et transparente. La bonne gouvernance inclut également le respect de l'État de droit et l'accès pour tous à une **justice indépendante**. Enfin, le respect des droits de l'homme – en particulier, ceux des minorités – et une **application impartiale de la loi** requièrent une force de police et de justice incorruptible.



Appropriation et volonté politique

La bonne gouvernance ne peut être imposée de l'extérieur. S'il n'y a aucune **volonté politique** au sein du pays, l'aide extérieure est peu susceptible de donner des résultats. **L'appropriation** des processus de réforme constitue un élément clé dans une stratégie de développement durable. Pour promouvoir la gouvernance dans les pays en développement, les programmes d'aide de la CE se basent sur le **dialogue politique avec** et sur le principe d'**appropriation par** les pays partenaires.



Une forte volonté de faire participer les gens à la vie politique du pays favorise le sentiment d'appropriation
Crédit photo: CE/EuropeAid

Une approche européenne commune de la gouvernance



Instructions de vote
Crédit photo: CE/EuropeAid

La Commission propose que les États membres s'engagent conjointement dans un dialogue ouvert avec les pays partenaires pour coordonner l'appui des réformes. Les pays partenaires qui ont élaboré un plan d'action crédible pour des réformes recevront un financement

de l'UE afin de concrétiser leurs ambitions. Trois milliards d'euros seront alloués aux pays ACP à cet effet entre 2008 et 2013.

Un **profil de gouvernance** sera établi afin d'évaluer la situation de gouvernance démocratique dans un pays ACP spécifique. Les profils permettront d'évaluer la situation du pays, d'identifier les difficultés potentielles et de définir les domaines de coopération. La gouvernance y sera abordée dans ses dimensions politique, économique, institutionnelle, financière, fiscale et judiciaire ainsi que sur les plans de la gestion des ressources naturelles et des flux migratoires.

Le dialogue entre la Commission et les pays partenaires déterminera les ressources nécessaires pour aider ces pays à lutter contre les racines de la corruption et promouvoir la bonne gouvernance.

Dans les prochaines années, l'UE augmentera considérablement son aide officielle au développement (AOD) et fournira plus de 20 milliards d'euros par an. La moitié de cette somme est affectée à l'Afrique. L'UE octroie une **enveloppe financière incitative de 3**

milliards d'euros pour soutenir les efforts des pays ACP sur la période 2008-2013.

Cette augmentation financière substantielle de l'aide européenne démontre l'engagement de l'UE à aider les pays en développement à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. La bonne gouvernance financière, telle qu'une gestion responsable et transparente, sera une première étape pour mesurer l'impact du nouvel effort européen dans la vie des gens.

Communication de la Commission sur la gouvernance dans le consensus européen pour le développement. Vers une approche harmonisée au sein de l'Union européenne

> [http://www.europe-cares.org/africa/docs/COM\(2006\)421_fr.pdf](http://www.europe-cares.org/africa/docs/COM(2006)421_fr.pdf)

L'Initiative gouvernance

> http://www.europe-cares.org/africa/docs/fiche2_fr.pdf

Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide

> <http://www.oecd.org/dataoecd/53/38/34579826.pdf>

Transparency international

> <http://www.transparency.org>